

Communiqués

## **Pour un 1<sup>er</sup> mai combatif et antiraciste**

vendredi 1er mai 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 30 avril 2009).

Sommaire

- [Après le 1<sup>er</sup> mai, la lutte](#)
- [Organisations de gauche \(...\)](#)

Alors que les licenciements se multiplient, la colère grandit contre la politique du gouvernement et du MEDEF.

Public, privé, salariés dont les emplois sont menacés, secteurs en lutte comme l'université et l'éducation, la santé, la Poste ou EDF-GDF, nous serons tous et toutes dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai, comme lors des mobilisations précédentes les 29 janvier et 19 mars. Omar Slaouti, tête de liste du NPA aux élections européennes, sera présent dans le cortège parisien.

Le message doit être clair : nous ne paierons pas leur crise. Nous le porterons dans la rue vendredi 1<sup>er</sup> mai, dans la campagne et dans les urnes lors des élections européennes du 7 juin. Alors que le grand patronat prend en otage des milliers de salariés, menacés par les licenciements, il est plus que temps de séquestrer les profits ! Omar Slaouti participera aussi, le matin du 1<sup>er</sup> Mai, au rassemblement organisé à 11h Pont du Carrousel (Paris 1<sup>er</sup>) à la mémoire de Brahim Bouarram, assassiné par des racistes le 1<sup>er</sup> mai 1995, et de toutes les victimes du racisme. Avec la crise du capitalisme, contre toute récupération xénophobe et raciste, il faut plus que jamais le rappeler : ne nous trompons pas de cible. Les responsables ne sont pas ceux qui travaillent et combattent à nos côtés, les immigrés, mais ceux d'en haut : le gouvernement et le MEDEF !

Le 29 avril 2009

---

### **Les têtes de listes du NPA aux européennes, dans la rue le 1<sup>er</sup> mai.**

Le Nouveau Parti anticapitaliste participera à la plupart des manifestations prévues à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai.

Les sept têtes de listes seront dans la rue au côté des salariés et de la population pour dire : « pas question de payer leur crise ».

Raoul-Marc Jennar, dans le Sud-Est, manifestera à Avignon, à 10h et tiendra un meeting dans cette ville à 17h30.

Myriam Martin, dans le Sud-Ouest, participera à la manifestation, à 11h, à Toulouse.

Christian Nguyen, dans le centre, sera à Guéret, à 10h.

Laurence de Bouard, dans le Grand Ouest, manifestera à Morlaix, à partir de 10h.

Christine Poupin, dans le Nord-Ouest, sera dans la manifestation, à 10h, et participera ensuite à un pique-nique militant.

Yvan Zimmermann, dans l'Est, manifestera à Mulhouse, à 10h et interviendra dans le cadre d'un rassemblement festif organisé par des travailleurs français, turcs et kurdes.

Omar Slaouti, en Ile-de-France, sera au point fixe du NPA, à partir de 13h, à Port-Royal et rejoindra ensuite le cortège du NPA, parti de Denfert-Rochereau.

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, manifestera, en Guadeloupe, à Petit-Canal, avec les organisations syndicales, soutenues par le LKP.

Le 30 avril 2009.

---

## **Après le 1<sup>er</sup> mai, la lutte continue !**

***La réussite des journées de mobilisation interprofessionnelle encourage tous les secteurs en lutte. Pour gagner face au patronat et au gouvernement, la convergence et l'unité sont indispensables.***

La cause est entendue, nous allons vivre un 1<sup>er</sup> Mai exceptionnel. Le nombre de manifestants du 19 mars sera probablement dépassé. Cette mobilisation unitaire et massive des salariés, étudiants, retraités, et privés d'emploi, rencontre un large soutien dans l'opinion publique. Le mouvement gréviste fait tache d'huile, les formes de lutte se radicalisent, les manifestations de solidarité se multiplient. L'unité de toutes les organisations syndicales a sans doute convaincu les salariés les plus hésitants que l'heure du « tous ensemble », auquel nous aspirons depuis si longtemps, était enfin venue. Alors oui, sans arrière-pensées, les militants et les militantes du NPA partagent avec enthousiasme la réussite de ce 1<sup>er</sup> Mai combatif.

Mais que faire, après ces trois journées de mobilisation réussies (29 janvier, 19 mars, et 1<sup>er</sup> Mai) ? C'est la question légitime que se posent des millions de salariés, échaudés depuis des années par des journées d'action dispersées, sans lendemains, sans stratégie. Les directions syndicales n'ont pour le moment pas réussi à se mettre d'accord pour une suite mobilisatrice.

Dans le contexte actuel de crise majeure du système capitaliste, des revendications aussi fondamentales et légitimes que l'arrêt et l'interdiction des licenciements, l'arrêt de la casse et le développement des services publics, l'augmentation conséquente des salaires, ne peuvent aboutir qu'en construisant un réel rapport de forces, rompant avec les illusions localistes.

Les salariés en lutte, les privés d'emploi, les précaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se coordonner, avancer des solutions qui fédèrent et créent des situations de contre-pouvoir, en liaison avec les secteurs mobilisés de la population. Il est urgent, indispensable, que celles et ceux qui aujourd'hui donnent des sueurs froides au patronat puissent confronter leurs expériences et

s'enrichir mutuellement de celles-ci. Ce sont eux qui ont la légitimité, mais aussi la responsabilité d'organiser et de coordonner de nouvelles mobilisations. Ils peuvent compter sur les militants du NPA pour les y aider.

Une idée fait son chemin. Elle n'est pas sortie de l'imagination fertile de militants d'extrême gauche, comme le prétendent certains journalistes, mais de grévistes et de syndicalistes de différentes régions et professions : pourquoi ne pas organiser des marches régionales, avec à leur tête les salariés les plus engagés dans les conflits, qui convergeraient en une grande marche sur Paris, avec les chômeurs et les précaires ? Pourquoi pas, dans la foulée, organiser de véritables états généraux populaires, mettant en accusation le système capitaliste, la crise et ses conséquences, posant les jalons d'autres formes d'organisation de la société ?

**Alain Pojolat**

\* *Paru dans « Tout est à nous » (TEN) n° 5, 30 avril 2009.*

---

## **Organisations de gauche : pour une unité conséquente**

***Les rencontres de soutien aux luttes, entre organisations et partis de gauche, existent depuis plusieurs mois. Mais il ne faut pas qu'elles se résument à une unité de façade.***

A l'occasion de la préparation de la journée nationale d'action du 29 janvier, le NPA s'adressait à toutes les organisations de gauche, sans exclusive, et il proposait la mise en place d'un cadre unitaire de soutien aux luttes sociales. Peu d'organisations répondirent, dans un premier temps, à notre proposition. Mais, progressivement, à mesure que grandissaient les exigences de mobilisation face à la crise, ces réunions parvenaient à réunir pratiquement tous les partis et toutes les organisations politiques de gauche. Ainsi, des appels unitaires étaient rédigés pour le 29 janvier, le 19 mars et, enfin, le 1<sup>er</sup> Mai.

Si ces rencontres ont permis l'expression de l'unité des organisations ouvrières face aux ravages occasionnés par la crise du système capitaliste, elles ont aussi été l'occasion de vérifier des désaccords, parfois profonds, qui les divisent, condamnant les déclarations communes à rester dans des généralités. Il n'a jamais été possible d'avancer la moindre revendication chiffrée, notamment sur les salaires, retraites et minima sociaux. Alors que les plans de suppressions d'emplois pleuvent, il n'a jamais été possible d'avancer la revendication, pourtant très populaire, d'interdiction des licenciements. Le prétexte invoqué par le Front de gauche est qu'il faudrait limiter cette revendication aux seules entreprises qui font des bénéfices, touchent des subventions de l'Etat, et procèdent à des licenciements « boursiers ».

Rien qui puisse répondre à la situation de l'immense majorité des salariés travaillant dans de petites entreprises qui licencient. Ce débat de fond sur la question des licenciements, jusqu'à aujourd'hui refusé par le Front de gauche, interpelle toutes les organisations, syndicales et politiques. Il doit être mené et trouver un débouché revendicatif unitaire. Il n'a pas été possible non plus de tirer un bilan commun des avancées considérables du mouvement social de Guadeloupe et de Martinique, du formidable exemple d'unité populaire, d'organisation démocratique de la lutte et de son haut contenu revendicatif. Nous n'avons jamais prétendu que le mouvement était exportable clé en main en France, mais que les valeurs sur lesquelles il s'appuie et certaines de ses revendications

constituent un exemple pour tous.

Face à la situation sociale, les organisations politiques ne sauraient se contenter d'un seul « soutien » dépourvu de contenu. Le prétendu respect des décisions prises par les organisations syndicales ne serait-il pas un prétexte pour ne pas prendre de trop grandes responsabilités, dans des mobilisations qui viendraient troubler la quiétude de la campagne électorale ? Le NPA ne saurait se résoudre à une unité formelle, qui éviterait de répondre aux exigences sociales et aux conditions de leur satisfaction.

**Alain Pojolat**

*\* Paru dans « Tout est à nous » (TEN) n° 5, 30 avril 2009.*

---